

## **COMMUNE DE VENDENHEIM**

### **Ecole maternelle**

#### **Mise en conformité des hauts jours des salles de classe et remplacement de portes à l'école maternelle**

Pièce commune à tous les lots

---

### **REGLEMENT DE CONSULTATION R.C.**

---

Date limite de retour des offres : **lundi 24/07/2017 à 12h**

Maître d'ouvrage :  
Ville de Vendenheim  
12 rue Jean Holweg  
67550 VENDENHEIM

Affaire suivie par :  
Mme Anne MULLER – 03 88 59 42 45  
M. Raymond FEUCHT – 07.54.80.57.78  
M. Pierre SCHWARTZ – 06 63 48 10 40

# SOMMAIRE

<b>1. ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 Désignation des ouvrages et des maîtres d'ouvrages	3
1.2 Renseignements complémentaires	3
<b>2. ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1 Définition de la procédure	3
2.2 Décomposition en tranches et en lots	3
2.3 Nature de l'attributaire	3
2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	4
2.5 Variantes	4
2.6 Options	4
2.7 Délai de réalisation et planning prévisionnel	4
2.8 Modifications de détails au dossier de consultation	4
2.9 Délai de validité des offres	4
2.10 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	4
2.11 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	
Erreur ! Signet non défini.	
2.12 Appréciation des équivalences dans les normes	
Erreur ! Signet non défini.	
<b>3. ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>5</b>
3.1 Documents fournis aux candidats	5
3.2 Composition des offres à remettre par le candidat	5
<b>4. ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>7</b>
4.1 les candidatures	7
4.2 Les offres	7
<b>5. ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE RECEPTION DES OFFRES</b>	<b>8</b>
<b>6. ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>9</b>

## **1. ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

---

### **1.1 DESIGNATION DES OUVRAGES ET DES MAITRES D'OUVRAGES**

---

Le marché concerne la mise en sécurité de l'école maternelle située 20 Rue Charles Gounod à VENDENHEIM (mise aux normes des hauts jours, mise en place de nouvelles portes aux normes, création d'une baie vitrée).

Le lieu d'exécution des travaux est le suivant : Commune de VENDENHEIM (67).

Le maître d'ouvrage est la Commune de Vendenheim.

Le dossier de consultation des entreprises comprend un acte d'engagement, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), la description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et un dossier de photographies.

**Une visite sur le lieu des travaux (obligatoire) sera organisée les mardi 4 juillet et vendredi 7 juillet 2017. Inscription préalable auprès du secrétariat du service technique au 03.88.59.42.46.** A l'issue de cette visite, une attestation sera remise à l'entrepreneur. Cette attestation devra être obligatoirement jointe au dossier.

### **1.2 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

Sans objet.

## **2. ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

---

### **2.1 DEFINITION DE LA PROCEDURE**

---

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée définie dans l'ordonnance 2015-899 et dans le décret 2016-360.

### **2.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS**

---

Le marché est un marché à prix global et forfaitaire conformément à l'article 39 de l'ordonnance 2015-899 et aux articles 17.18 et 19 du décret 2016-360.

Il comprend un trois lots décomposés comme suit :

Lot 1 : Menuiseries bois

Lot 2 : Plâtrerie

Lot 3 : Menuiseries métalliques et aluminium

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Commune de Vendenheim.  
Le marché comprend des options et des tranches conditionnelles.

### **2.3 NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE**

---

Le ou les marché (s) seront conclus soit avec un prestataire unique, soit avec des prestataires groupés solidaires.

## **2.4 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

---

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2.5 VARIANTES**

---

Les entreprises qui le souhaitent peuvent proposer des variantes, qu'elles jugent opportunes dans le cadre du projet et qui ne seraient pas mentionnées dans le CCTP. Ces propositions doivent alors être clairement identifiées et chiffrées en variante. Pour chacune des variantes, le candidat devra remplir un bordereau de prix, un acte d'engagement et fournir toutes les pièces nécessaires à une bonne analyse et compréhension, tels que plans précis et cotés, descriptifs et dossier technique complet.

## **2.6 OPTIONS**

---

Le descriptif comprend des options qui seront chiffrées mais non totalisées dans l'offre.

## **2.7 DELAI DE REALISATION ET PLANNING PREVISIONNEL**

---

Le délai d'exécution est fixé à 16 semaines conformément à l'article 3 de l'acte d'engagement. La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est fixée au 31 juillet 2017.

## **2.8 MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION**

---

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à 8 jours francs avant la date de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions à la personne publique jusqu'à 5 jours francs avant la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

---

Le délai de validité des offres est limité à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2.10 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS)**

---

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Un Plan de Prévention sera transmis par le maître d'ouvrage dès que disponible.

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'entreprise retenue et ses sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au maître d'œuvre un plan de Prévention.

### 3. ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

---

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

#### 3.1 DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS

---

Le dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication,
- Le présent règlement de consultation
- Un Acte d'Engagement pour chacun des lots
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Un Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Une planche photographique des lieux concernés
- L'attestation de visite

#### 3.2 COMPOSITION DES OFFRES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT

---

Le dossier à remettre par les candidats sera transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité. Il comporte **une enveloppe** comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Les documents à fournir par le candidat sont les suivants :

##### 3.2.1 Dossier administratif

1/ Documents et renseignements relatifs à la situation juridique :

- Une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45, 47, 48, 49 et 50 de l'ordonnance 2015-899 et du décret 2016-360 (partie F1 du Formulaire DC1 de lettre de candidature) ;
- Une déclaration indiquant si le candidat fait l'objet ou non d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, et, dans le cas où il fait l'objet d'une telle procédure, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet (partie D2 du formulaire DC2 de déclaration du candidat) ;
- Un document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

2/ Documents et renseignements nécessaires à l'appréciation des capacités pour la sélection des candidats :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des travaux de même nature que ceux qui font l'objet du marché à passer, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles (partie D1 du formulaire DC2 de déclaration du candidat) ;
- La/Les attestation(s) d'assurance pour les risques professionnels et déclaration appropriée d'une banque ;
- Une présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années. Celle-ci est appuyée par des attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants qui indiquent

le montant, l'époque, le lieu d'exécution et le maître d'ouvrage et précisent qu'ils ont été réalisés dans les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
- Des indications des titres d'études et professionnels du ou des responsables et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de conduite de travaux de même nature que ceux qui font l'objet du marché à passer ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature que celui qui fait l'objet du présent règlement ;
- **Si la candidature est celle d'un groupement, tous les documents et renseignements sus énumérés doivent être fournis par chacun des membres du groupement doit également être jointe la lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants qui sera renseignée et signée (formulaire DC1 ou équivalent).**
- **Si le candidat se prévaut des capacités professionnelles d'autres opérateurs économiques et notamment de sous-traitants, tous les documents et renseignements sus énumérés doivent être produits par ces derniers.** Le candidat produit en outre **un engagement écrit de l'opérateur économique** – sous-traitant ou autre – comme quoi il disposera des moyens de ce dernier pour l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du Décret 2016-360,

I - le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, ultérieurement à la consultation, les pièces suivantes:

a) les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, ces pièces sont à fournir tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché;

b) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à la délivrance du certificat.

II – afin de satisfaire aux obligations fixées par le b) du I, le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etat où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé, devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

III – le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les certificats et attestations prévus à l'article 55 du décret 2016-360. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

### 3.2.2 Dossier Offre

Un projet de marché comprenant :

- Un Acte d'Engagement (A.E) libellé en euros, à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre en sus des renseignements suivants :

- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visés aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et

L125-3 du Code du travail (articles 50, 51, 52, 53, 54, du décret 2016-360, 47, 48, 49 et 50 de l'ordonnance 2015-899) ;

- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), à accepter et signer sans modification,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), à accepter et signer sans modification,
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), à compléter sans modification et à signer,
- Le Règlement de consultation (R.C.) à accepter sans modification,
- L'attestation de visite.

#### **Les documents explicatifs :**

- Au projet de marché sera joint un mémoire technique présenté sous format papier. Il devra permettre de juger l'offre pour le critère technique et sera noté comme détaillé dans l'article 4.2 ci-après.
- Un planning des travaux sur lequel s'engagera le titulaire. Ce planning deviendra contractuel à la signature du marché.

## **4. ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

---

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article 52 de l'ordonnance n°2015-899 et 62 et 63 du décret n°2016-360 et selon les modalités définies ci-après :

### **4.1 LES CANDIDATURES**

---

**Les critères intervenant pour l'analyse des candidatures sont :**

- Les capacités techniques aux travers des moyens matériels et humains, des références et des certificats de capacité,
- Les capacités financières aux travers du chiffre d'affaire de l'entreprise,
- Les capacités professionnelles aux travers des qualifications professionnelles.

### **4.2 LES OFFRES**

---

Les critères intervenant pour l'analyse des offres sont :

- **Critère financier pour 60%** : jugé sur le montant global de l'offre suivant la formule suivante :  
(l'offre la plus basse / l'offre considérée) x 60

Une vérification comptable de l'offre sera effectuée. En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le coordonnateur du groupement de commande se réserve la possibilité de se faire communiquer sous 48h les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaires.

- **Critère technique pour 40 %** : jugé à partir du mémoire technique qui sera noté **sur 40** en fonction des sous-critères indiqués ci-dessous :

Quels sont les moyens humains affectés au chantier ?	/4
Quels sont les moyens matériels mis en œuvre et affectés au chantier ?	/4
Fournir le type et la provenance de tous les matériaux utilisés	/4
Quelles sont les méthodes pour exécuter chaque tâche ? (Mode opératoire)	/4
Quelles sont les dispositions prises par l'entreprise pour garantir le respect du planning sur lequel elle s'engage	/4
Quelles sont les dispositions prises pour limiter les déchets de chantier, leur traitement et minimiser leur impact sur l'environnement	/4
Quelles sont les dispositions prises par l'entreprise pour garantir la sécurité des ouvriers, des riverains ?	/4

Il est précisé au candidat que les réponses attendues devront être adaptées aux travaux qui font l'objet de la consultation.

Chaque critère sera noté sur 4 points : 0=non renseigné, 1=mauvais, 2=moyen, 3=satisfaisant, 4=très bon.

Pour le calcul de la note finale, la somme des points de chaque critère sera calculée.

## 5. ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE RECEPTION DES OFFRES

Les offres sont transmises :

- soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, ou par envoi par porteur spécial avec avis de réception du type « Chronopost » ou similaire.
- soit remises sous pli cacheté au secrétariat de la mairie de Vendenheim contre récépissé.

La mention suivante sera portée sur l'**enveloppe unique** :

**« MISE EN CONFORMITE DE L'ECOLE MATERNELLE »**

**Commune de VENDENHEIM**

**LOT N° \_\_\_\_\_**

**NE PAS OUVRIR**

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement sous peine d'être renvoyées à leurs auteurs.

En cas de dépôt à la Mairie, le titulaire vérifiera les horaires d'ouverture de celle-ci : il ne pourra en aucun cas prétexter un retard de remise du fait de la fermeture de la mairie.



## 6. ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser leur demande par écrit, au plus tard 5 jours francs avant la date de remise des offres auprès de :

### **Renseignements d'ordre administratif et technique :**

Commune de Vendenheim  
Monsieur le Maire de Vendenheim  
12 rue Jean Holweg  
67 550 VENDENHEIM  
Mme Anne MULLER au 03.88.69.40.20 - [anne.muller@vendenheim.fr](mailto:anne.muller@vendenheim.fr)  
M. Raymond FEUCHT au 07 54 80 57 78 – [raymond.feucht@vendenheim.fr](mailto:raymond.feucht@vendenheim.fr)  
M. Pierre SCHWARTZ au 06.63.48.10.40 - [pierre.schwartz@coe.int](mailto:pierre.schwartz@coe.int)

### **Le dossier de consultation des entreprises peut être demandé à :**

Mairie de Vendenheim  
12 rue Jean Holweg  
67 550 VENDENHEIM  
Tél : 03.88.69.40.20 / Fax : 03.88.69.41.77  
Email : [mairie@vendenheim.fr](mailto:mairie@vendenheim.fr); [anne.muller@vendenheim.fr](mailto:anne.muller@vendenheim.fr) ou [jean.schneider@vendenheim.fr](mailto:jean.schneider@vendenheim.fr)

Ou téléchargé

- sur le site internet de la commune : [www.vendenheim.fr](http://www.vendenheim.fr)
- sur le site Alsace marchés publics : [www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu)

Fait à Vendenheim, le 15 juin 2017

**Philippe PFRIMMER,**  
Maire de Vendenheim.